

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

**PREFIGURATION DE LA PLATEFORME D'ORIENTATION ET DE
COORDINATION DANS LE CADRE DU PARCOURS DE BILAN ET
D'INTERVENTION PRECOCE POUR LES ENFANTS AVEC DES
TROUBLES DU NEURO-DEVELOPPEMENT DANS LES
DEPARTEMENTS**

DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

HAUTES-ALPES ET VAUCLUSE

Autorité responsable de l'avis d'appel à manifestation d'intérêt :

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur Siège :
132, boulevard de Paris - CS 50039 - 13331 Marseille Cedex 03
Tél 04.13.55.80.10
[http:// www.ars.paca.sante.fr](http://www.ars.paca.sante.fr)

Date de publication de l'avis d'appel à manifestation d'intérêt : 15 décembre 2020

Fenêtre de dépôt des dossiers de candidature: 29 janvier 2021

Pour toute question : ars-paca-doms-ph-pds@ars.sante.fr

1. Contexte et cadre strategique

La Strategie Nationale Autisme au sein des Troubles du Neuro-Developpement (TND) 2018-2022 prevoit « la mise en place d'un parcours coordonne de bilan et d'intervention precoce d'un an pour les enfants de 0 a 6 ans inclus, afin d'accelerer l'acces a un diagnostic, favoriser des interventions precoces sans l'attendre, et ainsi repondre aux problemes d'errance diagnostique et reduire les sur-handicaps conformement aux recommandations de bonnes pratiques de la haute autorite de sante (HAS). ».

Pour ce faire, des plateformes d'orientation et de coordination seront creees sur l'ensemble du territoire national pour permettre :

- « La construction d'un parcours coordonne, securise et fluide, respectueux de la situation et des souhaits des familles, des le reperege d'un developpement inhabituel ;
- La remuneration des professionnels liberaux suivants contribuant au diagnostic fonctionnel et nosographique selon l'age de l'enfant: ergotherapeute, psychomotricien, psychologue» avec la mise en place d'un forfait precoce.

Le dispositif se deploiera progressivement sur l'ensemble du territoire regional d'ici 2022 selon le calendrier suivant :

- 2019: Var
- 2020 : Alpes-Maritimes et Bouches-du-Rhône
- 2021 : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes et Vaucluse

La Haute Autorite de Sante a donne une definition des differents niveaux de structuration de la filiere de diagnostic dans le cadre du guide relatif au parcours de sante gradue et coordonne pour les troubles « dys », elle a egalement precise les notions relatives aux signes d'alerte, reperege, diagnostic et evaluation chez l'enfant et l'adolescent dans le cadre des troubles du spectre de l'autisme (TSA)¹.

L'ensemble (POC) des missions et le fonctionnement attendu des plateformes d'orientation et de coordination sont detaillees dans le cahier des charges national en annexe 2, issu de la circulaire du 22 novembre 2018 relative à la mise en place de celles-ci (cette annexe est reprise en annexe 1 du present AMI).

Chaque POC constituera une organisation integree des structures de niveau 2 de diagnostic et d'intervention precoce pour les enfants porteurs de troubles du neuro-developpement presentes sur le departement. L'ensemble des acteurs locaux concernes devront donc se coordonner pour assurer le fonctionnement de cette plateforme afin « d'assurer l'acces aux ressources en professionnels specialises, quelle que soit la structure d'accueil/ de l'enfant, et des propositions d'accueil pertinentes selon le profil de l'enfant. », notamment :

- Les etablissements et services medico-sociaux, dont les CAMSP, CMPP, SESSAD, ...
- Les etablissements sante, dont la pedopsychiatrie et la pediatrie,
- Les reseaux de sante (plateformes d'accompagnement, de repit, PTA...),

1. Cadre juridique

L'appel à manifestation d'interet s'appuie sur le cadre legislatif et reglementaire suivant:

¹Annexe 1 de la circulaire N° SG/2018/256 du 22 novembre 2018 relative à la mise en place des plateformes d'orientation et de coordination dans le cadre du parcours de bilan et d'intervention precoce pour les enfants avec des troubles du neuro-developpement. : Definition lignes 1-2 et 3

-
-
-
- La loi N° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019 (article 62 relatif au parcours de bilan et intervention précoce pour les troubles du neuro-développement) ;
 - Le décret N° 2018-1297 du 28 décembre 2018 relatif au parcours de bilan et intervention précoce pour les troubles du neuro-développement ;
 - La circulaire N° SG/2018/256 du 22 novembre 2018 relative à la mise en place des plateformes d'orientation et de coordination dans le cadre du parcours de bilan et d'intervention précoce pour les enfants avec des troubles du neuro-développement ;
 - Instruction interministerielle N° DGCS/SD3B/DGOS/DSS/DIA/2019/179 du 19 juillet 2019 relative à la mise en œuvre des plateformes de coordination et d'orientation dans le cadre des parcours de bilan et intervention précoce des enfants de moins de 7 ans présentant des troubles du neuro-développement.

La création de cette plateforme s'inscrit dans le cadre des recommandations de bonnes pratiques spécifiques aux troubles du neuro-développement et à l'état des connaissances scientifiques sur ceux-ci et notamment :

- Février 2018 : « *Troubles du spectre de l'autisme - signes d'alerte, repérage, diagnostic et évaluation chez l'enfant et l'adolescent* » - Haute autorité de santé (HAS) ;
- Janvier 2018 : « *Troubles Dys : comment mieux organiser le parcours de santé d'un enfant avec des troubles DYS?* » - HAS ;
- 2016 : « *Deficiences intellectuelles - Expertise collective de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale* » - INSERM ;
- Décembre 2014 : « *Conduite à tenir en médecine de premier recours devant un enfant ou un adolescent susceptible d'avoir un trouble déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité* » - HAS ;
- Mars 2012 : « *Autisme et autres troubles envahissants du développement : interventions éducatives et thérapeutiques coordonnées chez l'enfant et l'adolescent* » - HAS - ANESM ;
- 2001 : « *L'orthophonie dans les troubles spécifiques du langage oral* » - Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (ANAES).

2 Objet du présent AMI

Le présent appel à manifestation d'intérêt a pour objectif d'identifier les porteurs des plateformes dans les départements des Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes et Vaucluse.

3 Rôle de la plateforme

Les plateformes d'orientation et de coordination ont pour missions « d'organiser :

- L'appui aux professionnels de la 1^{ère} ligne ;
- L'accompagnement et les interventions pluridisciplinaires auprès des enfants et des familles dans le parcours diagnostique au travers notamment d'un conventionnement avec les structures de ligne 2 du territoire ;
- La coordination des professionnels de santé libéraux ayant contractualisé avec elle et l'accompagnement de la famille dans le parcours mobilisant ces professionnels. ».

4 La population cible du dispositif

Tout enfant de moins de 7 ans repéré comme ayant un potentiel trouble du neuro-développement doit pouvoir accéder à la plateforme de coordination et d'orientation compétente sur son territoire de résidence.

Les troubles du neuro-développement regroupent selon la classification du DSM-V et de la CIM X (en attente de la CIM XI) :

- Les troubles du développement intellectuel,
- Les DYS (dyspraxie, dysphasie, dyslexie, etc.).
- Les troubles du spectre de l'autisme,
- Les troubles déficitaires de l'attention avec ou sans hyperactivité.

5. Les porteurs de projet

La structure porteuse de la plateforme est un établissement ou service sanitaire ou médico-social. Seule une structure de niveau 2 dûment expérimentée dans la conduite d'évaluations et de diagnostics, conformément aux recommandations en la matière, peut être éligible pour porter les plateformes.

La plateforme bénéficiera de l'autorisation de l'établissement auquel elle sera rattachée et sera soumise à ce titre aux règles du code de l'action sociale et des familles, ou aux règles du code de la santé publique.

Elle n'aura pas de personnalité juridique en tant que telle et ne sera ni un établissement, ni un pôle ou service supplémentaire.

6. Périmètre territorial d'intervention

Cet appel à manifestation d'intérêt concerne les **départements des Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes et Vaucluse** pour déployer ce dispositif.

7. Budget

La Stratégie Nationale Autisme au sein des Troubles du Neuro-Développement prévoit une enveloppe nationale de 15 millions € répartie sur les 5 années du plan, pour le fonctionnement de ces plateformes.

La circulaire du 22 novembre 2018 prévoit que cette enveloppe devra permettre de financer pour chaque plateforme :

- Un renforcement administratif (notamment pour l'organisation de la réponse téléphonique et le paiement des professionnels libéraux),
- Un renforcement en médecin et en professionnel de santé de coordination.

Ces financements seront calibrés en fonction du bassin de vie de la population et du potentiel d'enfants avec un trouble du neuro-développement sévère dans ce bassin de vie.

Les modalités de versement du forfait précoce permettant la rémunération des ergothérapeutes, psychomotriciens et psychologues intervenant dans le parcours de bilan et d'intervention sont précisées dans l'instruction interministérielle du 19 juillet 2019 (cf supra). Ce forfait précoce fait l'objet d'une dotation versée par la CPAM à l'établissement porteur de la plateforme. Ce dernier est chargé de rémunérer les professionnels mobilisés dans le parcours précoce, après service fait.

Le forfait n'est pas une succession d'actes : cela inclut les comptes rendus, la présence aux réunions pédagogiques, et aux réunions pluridisciplinaires.

8. Les critères de sélection

Chaque dossier sera analysé au regard des critères suivants conformément à l'annexe 1. L'ARS sera attentive à l'articulation indispensable entre le sanitaire et le médico-social.

Composition de l'équipe :

L'équipe sera composée a minima de:

- ✓ Un temps médical ;
- ✓ Un coordonnateur de parcours ;
- ✓ Un temps administratif.

Il convient de préciser le rôle de chacun.

Il sera prévu dans la mesure du possible un redéploiement des moyens de l'établissement support et de toute structure membre de la plateforme pour constituer cette équipe (**à préciser**).

Partenariat

La circulaire du 22 novembre 2018 prévoit que plusieurs établissements et services médico-sociaux ou sanitaires se coordonnent pour assurer le fonctionnement de la plateforme.

Il est préconisé d'intégrer dans cette coordination le(s) CAMSP (centre d'accueil médico-social précoce), le(s) SESSAD (service d'éducation spécialisée et soins à domicile), le(s) CMPP (centre médico-psycho-pédagogique), le(s) CMP (centre médico-psychologique), pédopsychiatrie de secteur et réseaux de santé.

9. Composition du dossier

Les candidats adresseront un dossier exposant de manière détaillée le pré-projet au regard des éléments du cahier des charges exposés en annexe 1.

Le projet proposé à l'ARS précisera :

- Comment le parcours de l'enfant va être organisé : de l'appel du médecin de 1^{ère} ligne vers la plateforme jusqu'à la fin du parcours, étape par étape.
- L'établissement support de la plateforme et les structures composantes de la plateforme c'est-à-dire les structures parties-prenantes avec lesquelles l'établissement va conventionner ;
- L'organisation de la plateforme entre ses membres et les missions de chacun ;
- L'implication des familles dans le parcours ;
- Les modalités de gouvernance ;
- Le lieu d'implantation de la plateforme.

La lettre d'intention présentée par le candidat retenu devra donner lieu à un travail de modélisation de la plateforme d'orientation et de coordination sur la base du cahier des charges national et en coordination avec l'ensemble des acteurs du territoire concernés, pour une mise en œuvre opérationnelle le plus rapidement possible.

Celle-ci pourra faire l'objet d'un accompagnement par l'ARS, afin de s'assurer que le dispositif est bien conforme aux orientations nationales.

Il convient de transmettre également, dans la mesure du possible, les lettres d'intention des structures qui s'engagent d'ores et déjà à faire partie de la future plateforme.

Ce dossier sera accompagné du support de réponse en annexe 2 complété.

Par ailleurs devront également être transmis les documents suivants :

- La liste des professionnels constituant l'équipe
- Les qualifications de l'équipe de la structure et éventuelles spécialisations
- L'organigramme de l'équipe de la structure porteuse et des autres structures
- Les dispositifs de formation déployés dans les deux années précédentes concernant l'autisme et autres troubles du neuro-développement

Le porteur s'engage à préfigurer la plateforme dès la fin d'année 2021.

10. Modalités de dépôt des candidatures

Les candidats à l'appel à candidatures devront déposer un dossier complet de candidature auprès de l'ARS PACA.

Le dossier type est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.paca.ars.sante.fr/>

La date limite de réception des projets est le 29 janvier 2021 avant 12h.

Deux exemplaires papier devront également être envoyés à l'adresse suivante accompagnés d'une version dématérialisée (clé USB, CD-ROM) :

ARS Paca
Direction de l'Offre Médico-Sociale
Département des personnes en situation de handicap
132 Boulevard de Paris
CS 50039 - 13331 Marseille cedex 03

Les candidatures manifestement étrangères à l'objet de l'appel à manifestation d'intérêt, ou reçues hors délai, ne feront pas l'objet d'une étude.

Un comité de sélection ad hoc sera constitué pour sélectionner le candidat retenu. Il sera composé des membres suivants :

- ARS Paca
- MDPH
- Education Nationale
- Centre ressource autisme (CRA)
- Centre de Référence des Troubles d'Apprentissage (CERTA)
- CREA I Paca-Corse
- URPS ML
- Représentant de la PMI
- Représentant des usagers

Le choix du porteur retenu fera l'objet d'une information aux candidats par l'ARS et donnera lieu à la signature d'une convention relative aux modalités de préfiguration entre l'ARS et celui-ci.

Une fois la phase de préfiguration achevée, la mise en œuvre de la plateforme donnera lieu à la signature d'une convention de partenariat entre toutes les structures qui la composent, validée par le Directeur Général de l'ARS PACA.

A Marseille, le

P/O Le directeur général de

L'Agence régionale de santé Provence Alpes-Côte d'Azur

La directrice de l'offre médico-sociale

Dominique GAUTHIER

